

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 31 ECO
OBJET :	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuners pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis
PROCEDURE :	Accord-cadre sur procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique.  Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,  
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner  
93 270 SEVRAN

*Ce document comprend 17 pages*

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE I.</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
<b>ARTICLE II.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
SECTION 2.01	COMMANDES	5
SECTION 2.02	DELAIS	6
SECTION 2.03	LIVRAISON ET INSTALLATION	6
SECTION 2.04	RECEPTION	7
SECTION 2.05	CONTROLE	7
SECTION 2.06	SUIVI DE L'ACCORD CADRE	7
SECTION 2.07	MODIFICATIONS DE REFERENCES	7
SECTION 2.08	RUPTURES PONCTUELLES D'UN PRODUIT	7
SECTION 2.09	ARRET OU RUPTURE DEFINITIVE D'UN PRODUIT	8
SECTION 2.10	REPRISE D'UN PRODUIT DEFECTUEUX	8
SECTION 2.11	OFFRE PROMOTIONNELLE	8
SECTION 2.12	INSERTION DE FOURNITURES OU PRESTATIONS NOUVELLES	8
SECTION 2.13	GARANTIE	8
<b>ARTICLE III.</b>	<b>OBLIGATION DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>DESCRIPTION TECHNIQUE</b>	<b>9</b>
SECTION 4.01	DEFINITION DE LA PRESTATION	9
SECTION 4.02	SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES DISTRIBUTEURS	9
SECTION 4.03	ENTRETIEN	10
SECTION 4.04	DOCUMENTATIONS :	11
<b>ARTICLE V.</b>	<b>CARACTERISTIQUES GENERALES DES CONSOMMABLES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>NORME ET REGLEMENTATION</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>FORMATION DES UTILISATEURS</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>AVANCE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE IX.</b>	<b>PRIX DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>12</b>
SECTION 9.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	12
SECTION 9.02	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	12
<b>ARTICLE X.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>13</b>

<b>SECTION 10.01</b>	<b>ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS</b>	<b>13</b>
<b>SECTION 10.02</b>	<b>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS</b>	<b>13</b>
<b>SECTION 10.03</b>	<b>DELAI GLOBAL DE PAIEMENT</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE XI.</b>	<b>PENALITES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE XII.</b>	<b>RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.01</b>	<b>MOTIFS DE RESILIATION</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.02</b>	<b>RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.03</b>	<b>RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.04</b>	<b>RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.05</b>	<b>INDEMNITE DE RESILIATION</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.06</b>	<b>RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XIII.</b>	<b>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>SECTION 13.01</b>	<b>EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>16</b>
<b>SECTION 13.02</b>	<b>APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XIV.</b>	<b>PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XV.</b>	<b>NANTISSEMENT</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XVI.</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XVII.</b>	<b>CERTIFICATS</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XVIII.</b>	<b>DROIT</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XIX.</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G.</b>	<b>17</b>

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

## Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

### Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent : Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuners et machines à café pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis

Lieux d'exécution :

- Hôpital Avicenne : 125, rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
- Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet BONDY 93143 BONDY
- Hôpital René Muret : Rue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

#### Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Seuil minimum H.T	Sans objet	Euros
Seuil maximum H.T	170 000	Euros

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

### Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de la date de notification.

### Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	4 / 19
CCP	Mai 2025	

- la date et le numéro de l'accord cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

### Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le cadre de réponses techniques
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), arrêté du 19 janvier 2009
- Les bons de commandes
- L'offre technique et financière du titulaire

**i** Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

## Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

### Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins des services.

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	5 / 19
CCP	Mai 2025	

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

## Section 2.02 Délais

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés par chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 1.04 du présent Cahier Des Clauses Particulières.

### Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. - F.C.S.

## Section 2.03 Livraison et installation

Le titulaire s'engage à livrer le matériel et à exécuter les prestations associées à l'installation dans le délai mentionné à l'acte d'engagement et/ou Cahier des Clause Particulières. Ce délai court à compter de l'émission du bon de commande.

Le titulaire doit, avant l'expédition du matériel et avant la réalisation de prestations d'installation se mettre en rapport avec l'hôpital afin de lui faire préciser certaines particularités qui ne peuvent pas avoir été spécifiées dans l'accord cadre (heure de livraison, facilités d'accès à l'établissement...).

Toutes les manipulations de matériel jusqu'à leur réception par le responsable de l'hôpital sont à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire de l'accord cadre. La manutention (main d'œuvre, moyens de levage, etc. ...) nécessaire à l'acheminement du matériel dans les locaux d'installation ainsi que le montage et la mise en place du matériel sont à prévoir par le titulaire. En aucun cas il ne peut être établi de plus value pour ces opérations.

Le personnel du titulaire devant intervenir sur les sites hospitaliers doit respecter la propreté des locaux, ainsi que les consignes de sécurité et d'hygiène en vigueur dans ces établissements.

Le transport est à la charge du titulaire qui en assume la responsabilité jusqu'à la livraison. Il est responsable des opérations de conditionnement, d'emballage et de déchargement. Les emballages seront récupérés par le titulaire. Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

Le titulaire dispose d'une semaine à partir de la livraison pour installer et mettre en service l'ensemble des équipements. L'exécution de l'ensemble des prestations devra être réalisée selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A chaque commande devra correspondre un ou plusieurs bons de livraison qui sera remis par le transporteur, au représentant désigné de l'hôpital. Ce bon comprendra au minimum les renseignements suivants :

- le nom du fournisseur

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuné pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	6 / 19
CCP	Mai 2025	

- la date de livraison et de mise en service
- la référence du bon de commande
- la nature des fournitures livrées (nature, quantité et la répartition des colis s'il y a lieu)
- les quantités des fournitures livrées.

## Section 2.04 Réception

La réception donnant lieu à des réserves, ne seront levées qu'après vérification du bon fonctionnement de l'équipement.

## Section 2.05 Contrôle

Les HUPSSD se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

## Section 2.06 Suivi de l'accord cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur de la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par les HUPSSD et obligatoirement communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

## Section 2.07 Modifications de références

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses particulières (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- que les nouvelles références soient présentées à un prix unitaire équivalent ou inférieur à celui des références initiales.

La demande de changement définitif de référence produit est à transmettre à la Cellule des marchés, accompagnée de la fiche technique et de la fiche sécurité du nouveau produit.

## Section 2.08 Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation aux HUPSSD, dans un délai 7 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement.

Il le propose aux HUPSSD et leur adresse un échantillon et la fiche technique du produit.

Les HUPSSD donneront ou non leur accord pour le remplacement ponctuel du produit.

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	7 / 19
CCP	Mai 2025	

Cette substitution ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord des HUPSSD et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales de l'accord cadre et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, les HUPSSD pourront appliquer les dispositions du présent Cahier Des Clauses Particulières.

### **Section 2.09**      Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose aux HUPSSD un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans un délai de 1 mois minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que les HUPSSD puissent s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit initialement retenu dans l'accord cadre.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, les HUPSSD pourront appliquer les pénalités prévues au présent Cahier Des Clauses Particulières.

### **Section 2.10**      Reprise d'un produit défectueux

Lorsqu'il a été constaté que le produit livré est défectueux, le titulaire est tenu de procéder au remplacement de celui-ci dans un délai de 15 jours à compter du jour où il a été informé du problème.

Le titulaire récupère le produit défectueux auprès du service.

Tous les frais liés à la récupération et au remplacement du produit défectueux sont à la charge du titulaire.

En cas de non-respect du délai de remplacement du produit défectueux, le titulaire encourt les pénalités prévues au présent Cahier Des Clauses Particulières.

### **Section 2.11**      Offre promotionnelle

Le titulaire s'engage à tenir informé immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute offre promotionnelle en cours dès leur parution en précisant leur date de validité. Dans le cas où l'offre promotionnelle est inférieure aux montants de l'accord cadre, c'est cette offre promotionnelle qui prévaudra tant qu'elle existera.

### **Section 2.12**      Insertion de fournitures ou prestations nouvelles

Les HUPSSD se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites à l'accord cadre par voie d'avenant.

### **Section 2.13**      Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

## Article III. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

- A respecter une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour ce faire, le titulaire adressera obligatoirement à la Direction des Services Economiques et Logistiques de l'hôpital, un relevé de ses ventes par type de produit ou de prestation, en lui communiquant toute autre information qui serait utile.
- A veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- A informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de leur nature, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalier.

En cas de défaillance, les HUPSSD mettront en œuvre une procédure d'achat pour compte auprès d'un autre fournisseur.

- Sous-traitance : Il est interdit au titulaire du présent accord cadre de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision du pouvoir adjudicateur.

## Article IV. DESCRIPTION TECHNIQUE

### Section 4.01 Définition de la prestation

Le lot 1 a pour objet la location de distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuners à destination des services hospitaliers.

Volumétrie :

- 16 distributeurs installés sur le site d'Avicenne
- 8 distributeurs installés sur le site de René Muret
- 12 distributeurs installés sur le site de Jean Verdier

Des distributeurs supplémentaires seront demandés en fonction des besoins. Ils feront l'objet d'un bon de commande émis par l'économat des HUPSSD.

### Section 4.02 Spécifications techniques des distributeurs

Destinées à être installées dans les offices alimentaires, sur des plans de travail ou sur support à fournir par le titulaire, les machines doivent avoir un encombrement minimal. Elles sont utilisées par le personnel chargé du service des repas des patients.

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	9 / 19
CCP	Mai 2025	

Dans tous les cas, les distributeurs seront branchés sur le réseau de distribution d'eau de l'hôpital.

DISTRIBUTEUR DE BOISSONS CHAUDES DESTINE AUX SERVICES DE SOINS SPECIFICATIONS TECHNIQUES MINIMALES DEMANDEES
5 bacs minimum Dimension : H 850mm P 550mm l 550mm Hauteur passage pichet 180mm minimum
Débit :30 l/h
Doit fonctionner avec tous les produits solubles quel que soit leur marque commerciale L'équipement proposé ne peut être lié à des consommables captifs La distribution des boissons chaudes est une distribution au pichet l'équipement proposé inclut obligatoirement le(s) accessoire(s) indispensable(s) à cette distribution (hors pichet) Equipement sans monnayeur Sélection de 5 boissons chaudes minimum (hors eau chaude) Possibilité de production simultanée

EQUIPEMENT INCLUS	CARACTERISTIQUES
Système de filtration de l'eau inclus	Un système de filtration de l'eau sera prévu. La filtration sera automatique, sans manipulation. Les systèmes de filtration sont souhaités avec une visualisation des capacités restantes et indication de la saturation des filtres.

### Section 4.03 Entretien

Il devra être proposé un rythme de maintenance permettant d'assurer une qualité optimale de la prestation. Une visite d'entretien semestrielle est demandée.

Le titulaire devra s'engager à procéder aux dépannages demandés dans un délai court et au remplacement de la machine si celle-ci ne peut être réparée sous 48 h.

Le contenu de la procédure de maintenance devra être détaillé avec toutes les opérations prévues (Présentation d'une fiche de procédure)

L'entretien des machines est entièrement compris dans le tarif de location (dépannages, entretien, pièces et main d'œuvre, changement de filtres éventuellement, remplacement de la machine).

MAINTENANCE PREVENTIVE INCLUSE	CARACTERISTIQUES
	Dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire propose une maintenance préventive pour chaque équipement. Cette maintenance est constituée de visites préventives. Les éléments constitutifs de cette maintenance sont décrits dans l'offre du titulaire (fréquence des visites/an, changement des pièces détachées, descriptif des interventions, exclusions).

MAINTENANCE CURATIVE	CARACTERISTIQUES
	En cas de panne d'un équipement, l'hôpital ou le site concerné doit pouvoir contacter

INCLUDE	<p>le titulaire pour une demande d'intervention. Les délais maximum d'intervention sont de 24h. Le titulaire dispose d'une hotline (service d'assistance téléphonique mis à disposition de leur clientèle par le titulaire de l'accord cadre afin de renseigner et dépanner les utilisateurs).</p> <p>Le titulaire, en cas d'immobilisation d'un équipement (panne plus de 48h00 ou retour en atelier), devra proposer la mise à disposition d'un équipement similaire.</p>
---------	---

#### Section 4.04 Documentations :

La fourniture et l'installation de l'un des équipements de l'accord cadre sont obligatoirement accompagnées d'un manuel d'utilisation clair, rédigé en français. Outre le manuel d'utilisation, le titulaire fournira toute la documentation nécessaire au suivi et à l'entretien de l'équipement (manuels techniques, schémas, diagnostics divers).

### Article V. CARACTERISTIQUES GENERALES DES CONSOMMABLES

Les consommables sont dépourvus d'organismes génétiquement modifiés, de matières hydrogénés et autres additifs de ce type.

L'origine, la qualité, la présence d'allergènes et les procédés de fabrication seront indiqués spécifiquement pour chaque produit conformément à la réglementation.

Les consommables proposées devront être stockées en épicerie sèche. Ils ne seront en aucun cas surgelés. La conservation des consommables :

- Conditionnements fermés : 60 jours minimum.
- Conditionnements entamés : J+10 minimum.

Ces points seront détaillés spécifiquement pour chaque produit dans le mémoire technique.

### Article VI. NORME ET REGLEMENTATION

Les matériels devront répondre entre autre aux réglementations suivantes :

- Le règlement CE 1935/2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires.
- Le règlement CE 1895/2005 concernant les matériaux utilisés
- Le règlement CE 2023/2006 concernant les bonnes pratiques de fabrication
- La norme XP U60-010 1998 pour assurer l'aptitude au nettoyage.

Les matériels seront livrés avec les manuels d'utilisation et de maintenance et le certificat de marquage CE.

Les dispositions de la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 et son décret d'application n° 95-240 du 3 Mars 1995 sur l'emploi de la langue française, rendent obligatoire l'usage du français pour le marquage, l'affichage des messages destinés aux utilisateurs et la rédaction des documents d'accompagnement des matériels commercialisés en France.

## Article VII. FORMATION DES UTILISATEURS

Le titulaire de l'accord cadre doit mettre à la disposition du groupe hospitalier un technicien qui doit donner aux utilisateurs des services concernés, les explications nécessaires à la bonne utilisation des équipements livrés, en toute sécurité.

Ce technicien doit notamment informer les utilisateurs des possibilités de l'équipement et s'assurer que son mode de fonctionnement est parfaitement compris.

Au cours de cette formation à l'utilisation, la nécessité de respecter les procédures d'entretien systématique doit être bien soulignée. Une notice détaillant ces procédures devra être laissée à disposition du service.

Il ne peut être établi de plus value pour cette formation.

## Article VIII. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

## Article IX. PRIX DE L'ACCORD CADRE

### Section 9.01 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de fourniture objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### Section 9.02 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle selon la formule suivante :

$$P1 = P0 * (IPC) / IPC0$$

P0 = Prix initial au 01/01/2021

P1 = Prix révisé

IPC1 = indice des prix à la consommation à la valeur du 1er jour du trimestre civil précédent la date d'ajustement.

IPC0 = indice des prix à la consommation à la valeur au 01/01/2021

L'indice de référence IPC sera l'identifiant INSEE correspondant.

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à Cellule des Marchés Publics, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Passé ce délai de forclusion, les prix resteront ceux de la période précédente. Les demandes seront à adresser à

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis  
Cellule des Marchés Publics  
125, route de Stalingrad

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	12 / 19
CCP	Mai 2025	

93009 Bobigny

En réponse la cellule des marchés adressera au titulaire de l'accord cadre une lettre d'accord ou de désaccord motivée dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'accord, la révision prendra effet à la date anniversaire de l'accord cadre.

#### Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 2 %, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

## Article X. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### Section 10.01 Acomptes et paiements partiels définitifs

Pour les prestations de fournitures et d'installation, les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

### Section 10.02 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 26750045200011 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures MENSUELLE doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- la désignation des prestations réalisées
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes
- le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- les numéros des bons de commande
- le numéro de l'accord cadre
- les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	13 / 19
CCP	Mai 2025	

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

### Section 10.03 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de de huit points.

## Article XI. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences de l'accord cadre, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Pouvoir adjudicateur ou en cas de manquement du Pouvoir adjudicateur à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont cumulatives.

Pénalités	Montant
Retard dans le délai d'information en cas de remplacement définitif d'une référence	50 € HT par cas constaté
Retard dans le remplacement d'un produit défectueux.	100 € HT par cas constaté
Défaut de traçabilité des interventions ou de signalement des présences du SAV.	50 € HT par cas constaté
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique (délais d'intervention SAV, définition matériel, produit...)	200 € HT par cas constaté

Comportement inadapté des agents du titulaire sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services)	200 € HT par cas constaté
---	---------------------------

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## Article XII. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

### Section 12.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

### Section 12.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

### Section 12.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 31 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

### Section 12.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 33 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

### Section 12.05 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 30 à 32 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

### Section 12.06 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

## Article XIII. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

### Section 13.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 46 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

### Section 13.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## Article XIV. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

## Article XV. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

## Article XVI. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article XVII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

## Article XVIII. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

*Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.*

*Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.*

*E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr*

## Article XIX. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles 10	Article 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S.	Pénalités de retard d'exécution

Alinéa 1 de Les articles 11.5	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation
-------------------------------	--------------------------------	--------------------------



Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 125, rue de Stalingrad | 93009  
Bobigny | 01.48.95.57.22 | [avc-cellule.marches@aphp.fr](mailto:avc-cellule.marches@aphp.fr)

# ACCEPTATION DU CCP

---

CONSULTATION : 25 GH93 31 ECO

---

OBJET : Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuners pour les besoins des  
Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis

---

PROCEDURE : Accord-cadre sur procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R  
2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code  
de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

---

Je soussigné(e) .....<sup>1</sup> atteste pour le compte de la société  
..... avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses  
Administratives et techniques.

A ..... le.....

Signature et cachet de la société

---

<sup>1</sup> Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 31 ECO	Distributeurs de boissons chaudes pour petits déjeuner pour les besoins des Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis	19 / 19
CCP	Mai 2025	